ÉDITION N° 67 01 JUILLET 2023

AFRIQU' EUROPE

ÉDITION SPÉCIALE



Présidente de l'Assemblée nationale angolaise Arrivée triomphale de

Carolina Cerqueira,

au Royaume de Belgique

www.afriqueurope.net

01 JUILLET 2023
ISSN : 2952-900X

RADIO

www.afriqueurope.net

AFRIQU EUROPE



Éditorial

Intégration de la femme africaine dans le marché de l'emploi :

peu d'avancées



Nkalulu **LOKOMBE**

EDITEUR EN CHEF

Il s'est tenu à Bruxelles, en Belgique, le Forum des femmes leaders politiques, avec la participation notable des Africaines. Parmi celles-ci, la Présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola qui a pris une part active aux travaux.

En effet, pendant une semaine, ce Forum a eu à analyser les avancées ainsi que les défis à relever pour renforcer l'équité entre les sexes et garantir des opportunités d'affirmation des femmes au niveau mondial. Ce forum a donné également lieu aux discussions thématiques, au cours desquelles les panelistes ont pu évaluer l'impact de l'influence des femmes dans les postes de direction politique.

Comme on peut bien le voir, plusieurs questions concernant la femme ont été abordées. C'est ainsi qu'il a été constaté que, sur le continent africain, l'intégration de la femme dans le marché d'emplois pose encore problème. Il n'y a pas encore assez d'avancées à ce sujet.

La situation est générale, en tout la même pour tous les pays africains. Il faut donc y remédier.

Pour madame la Présidente de l'Assemblée Nationale d'Angola, il était plus qu'important pour son pays de participer à ce type de forum, pour apprendre de l'expérience des autres, voir comment les autres ont solutionné ce problème d'emplois des femmes, y compris bien d'autres questions liées au genre, pour que l'Angola puisse faire de grands pas vers l'autonomisation des femmes.

Conscientes de la lutte qu'elles et des objectifs qu'elles veulent atteindre, les femmes leaders politiques des pays Africains sont sorties du forum de Bruxelles avec l'ambition d'occuper des espaces dans tous les domaines de la vie, notamment la politique, l'économie, le social, en vue de faire bouger sensiblement des lignes.

En clair, la femme Africaine a pris conscience et tient à être désormais là où de prennent les décisions, afin de les orienter en sa faveur.

Sommaire



6 Carolina Cerqueira accueillie avec pompe en Belgique

12 Vice-Président du Parlement européen, Marc Angel

13 Monsieur, Carlos Zurrinho Le co-président de l'Assemblée parlementaire paritaire pour l'Afrique, les Caraïbes, le Pacifique et l'Union européenne (ACP-UE)

14 La présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola a été reçue au bureau de l'ACP de Bruxelles

16 Arrivée au bureau ACP à Bruxelles La Présidente de l'Assemblée nationale d'Angola, l'honorable Carolina Cerqueira

17 La présidente de l'Assemblée nationale met en avant le rôle des femmes dans la défense de la paix

20 Promotion de la paix : Carolina Cerqueira partage l'expérience de l'Angola

30 Vice-président de la Somaliland Abdirahman Abdallahi Ismail Saylici très actif dans l'arène politique de son pays

AFRIQU EUROPE



32 Jean Claude Gakosso rassure et convainc dans sa gestion quotidienne

34 Ministère des affaires foncières Le ministre Aimé Sakombi Molendo plaide pour les sinistrés de Lisala



36 Province du Katanga : Jacques Kyabula reste et demeure un modèle et une référence à suivre !

40 Serge Mbenza Economiste et financier Partenariat public-privé comme puissant outil pour le développement de la RDC



47 La Ministre Laéticia Bena Kabamba s'approprie cette opération

EDITEUR EN CHEF
Nkalulu Lokombe

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Jefferson Galand

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Camille Leriche

EQUIPE RÉDACTIONELLE
Camille Leriche
Julie Ngbo

INFOGRAPHIE
Chacross Mafuala

REPORTERS
Nkalulu Lokombe
Cynthia Ekinda
Vasco Pina Philomène
Lady Kembo Zola
Photo service
Arnaud Xavier
Jeff Mogoto
Saint Thomas Bosila

CONSEILLERS
D. Lokombe
H. Lokombe
P. Lokombe

DIRECTION EUROPE
Lokombe Nkalulu

DIRECTION AFRIQUE
Lady Kembo zola
Ismaël Kenda
Beni Mabaka

DIRECTION ASIE
Romain Ngo

DIRECTION AMERIQUE DU NORD
Theo Fugan

DIRECTION RUSSIE
Ivanova kuznetsova

MAGAZINE AFRIQU'EUROPE
44-48, Avenue Tombalbaye,
Immeuble ACP 2ème niveau, Local 24
Commune de la Gombe
Kinshasa/République Démocratique du Congo
Tél: 00 32 492 773 063 /
00 243 893 157 559
Mail: afriqueurope@gmail.com
www.afriqueurope.net



Présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola

CAROLINA CERQUEIRA ACCUEILLIE AVEC POMPE EN BELGIQUE

La politique angolaise est très agissante en Occident. C'est réellement le cas de le souligner au regard de l'activisme des acteurs politiques de ce grand pays africain.

Tout récemment encore, la présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola, Carolina CERQUEIRA, venait de séjourner dans le Royaume de Belgique.

Saisissant cette opportunité, cette dernière a eu d'intenses activités avec divers milieux politiques de ce pays sans omettre les opérateurs économiques.

Cette Dame de fer a un cursus costaud et qui suscite l'admiration de bon nombre des observateurs avertis. Elle défend bien le genre dans l'arène politique de l'Angola. Elle reste et demeure une référence sûre pour les prochaines générations de ce pays.

Coup d'œil furtif sur sa carte de visite

Pour la petite histoire, il est important de souligner ici que cette Dame, rompue dans la bonne gouvernance, a eu à exercer plusieurs fonctions dans sa vie professionnelle.

Elle a occupé plusieurs postes de direction et de gestion dans les médias. Elle est, dans l'histoire politique d'Angola, la plus jeune des ministres que ce pays a eu. D'aucuns disent qu'elle pourrait occuper des postes encore plus importants dans l'avenir.

La nouvelle loi sur les journalistes dans son pays, qui a été saluée par tous les professionnels des médias, est en partie son œuvre.

La gestion intelligente de la formule de la loi sur le statut du journaliste, la promotion d'un large débat national et la manière dont la question de la presse privée a été traitée, ce qui mérite les éloges de ses collègues du parti. Mêmes ses adversaires politiques estiment que sa performance est subtile et efficace.

Témoignage de la journaliste Elma Solange

La Présidente du Parlement Angolais pour les 5 prochaines années sera assumée par une femme. Il s'agit de l'Avocate et journaliste Carolina CERQUEIRA dont voici sa présentation par la journaliste Elma Solange.

En effet, la Ministre d'Etat pour Espace social, Carolina CERQUEIRA, est journaliste de profession et originaire de Caculo Cabaça, municipalité de Banga, province de Cuanza Norte.

Elle est née le 20 octobre 1956 et a rejoint le MPLA en 1975. De 1977 à 1984, elle a travaillé comme journaliste à la Radio nationale d'Angola (RNA) et, de 1984 à 2008, elle a occupé le poste de directrice du Bureau de la citoyenneté et de la Société civile du MPLA. En 2010, elle a été nommée Ministre de la Communication sociale, poste qu'elle a occupé jusqu'en 2012.

Par la suite, elle a été vice-présidente du groupe parlementaire du MPLA jusqu'à sa nomination en 2016 au poste de ministre de la Culture.





Autres fonctions exercées de 2008 à 2010 et de 2012 à 2016, députée élue, membre de sa Commission permanente et membre de la Commission des affaires juridiques et constitutionnelles elle a effectué des stages en journalisme diplomatique, en résolution des conflits et en art de négocier la paix, en diplomatie populaire et en mécanismes de négociation de la paix. Elle a occupé divers postes au sein du MPLA et du gouvernement, en tant que membre du Comité central de 1992 à 1988, coordinatrice des campagnes d'information sanitaire, alphabétisation, vaccination et création de l'Assemblée du peuple.

- Membre de la Commission nationale préparatoire du Séminaire national d'information ;
- Membre du Comité national de l'OMD, membre du Secrétariat de l'UJA, membre du Comité des Assises d'Afrique de l'Unesco ;
- Délégué à plusieurs conférences internationales et nationales, observateur des élections multipartites en Namibie et en Afrique du Sud.

Cursus académique

En 2008, elle fut étudiante à la maîtrise en sciences politiques et juridiques à l'Université Agostinho Neto. Juriste, elle a suivi les cours de journalisme diplomatique au siège de l'ONU à New York. Elle est diplômée en diplomatie populaire à l'Université de Rovereto, Italie. Elle a suivi les formations à l'observation électorale au siège de l'Unioneuropéenne à Bruxelles et au Ghana et la formation à la résolution des conflits au Kenya – Mombasa.

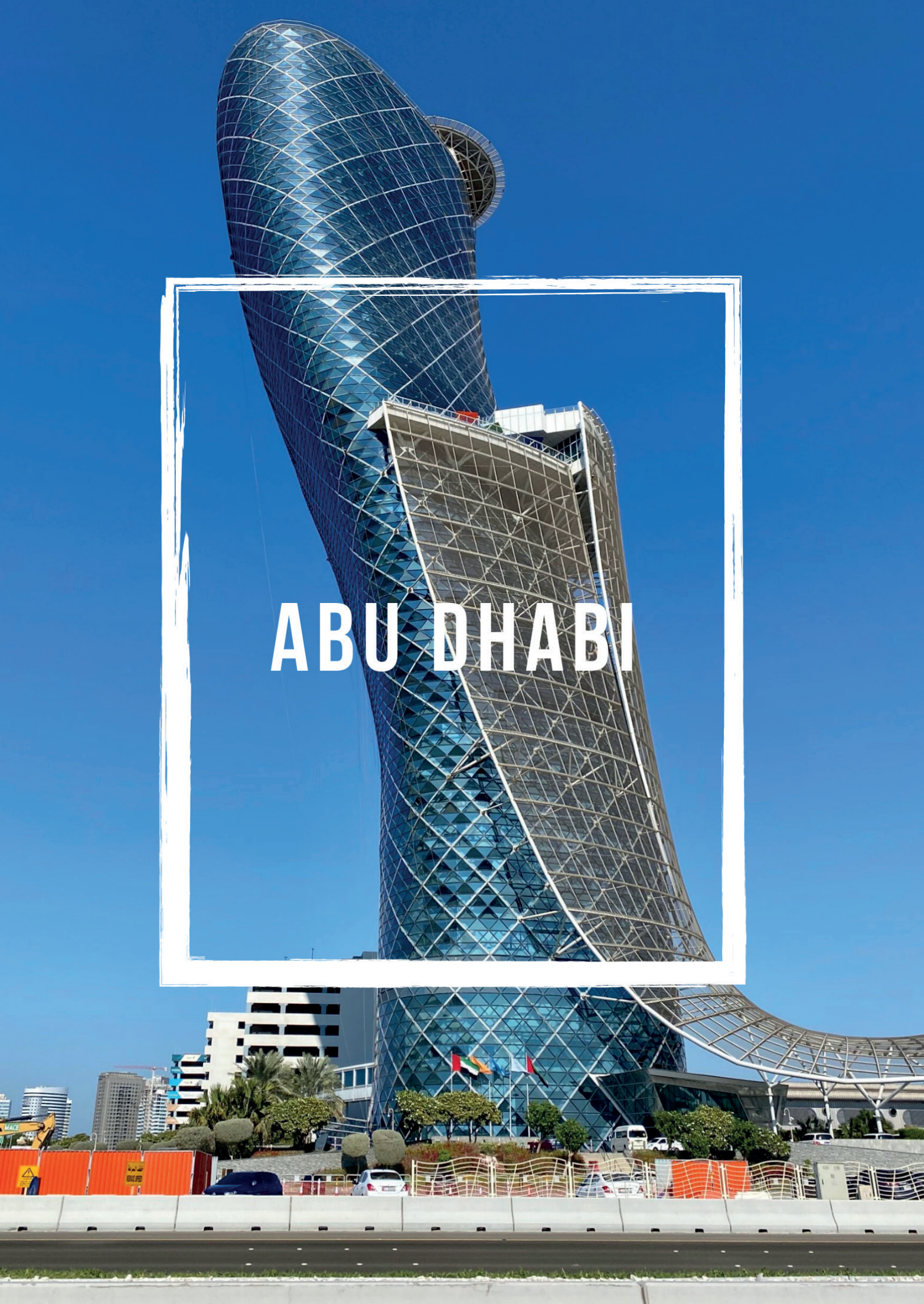
Quid de son cursus politique et associatif ?

A ce sujet, il sied de signaler qu'elle est membre de la Fédération internationale des femmes des carrières juridiques, membre également de l'Association des femmes angolaises de carrières juridiques, membre de l'OMA et membre du Comité des femmes africaines éminentes, créé pour la célébration du 50e anniversaire de l'Union africaine. Sans omettre qu'elle est aussi membre des assises d'Afrique de l'UNESCO.

Son cursus professionnel

- En 2015, membre du Comité exécutif et du Comité du développement durable, du financement et du commerce de l'Union interparlementaire mondiale ;
- 2013/2016, Vice-présidente de l'Organisation panafricaine des femmes pour l'Afrique australe ;
- Président du Groupe national de l'Union interparlementaire mondiale ;
- Président de la Commission des droits de l'homme, suggestions et plaintes ;
- 2006/2012, Présidente de l'Assemblée générale de la Fédération internationale des femmes des carrières juridiques et Secrétaire aux affaires juridiques et à la solidarité de l'OMD.

Nkalulu Lokombe


ABU DHABI



Ce qu'il faut savoir sur son séjour à Bruxelles

Pour rappel, il convient de noter que Carolina Cerqueira a dernièrement séjourné dans le Royaume de Belgique pour participer du 7 au 8 juin 2023 au Sommet des femmes leaders politiques (WPL). Une entité qui entend contribuer à l'augmentation du nombre et l'influence des femmes aux postes de direction politique.

Se déroulant sous la devise «La représentation compte», le Sommet réunit chaque année environ 400 femmes leaders politiques du monde entier au siège du Parlement du pays hôte, dans le but de partager des expériences sur les bonnes pratiques et les connaissances pour la prise de décision. .politiques d'autonomisation des femmes.

Fort de 10 ans d'existence, le Forum des femmes leaders politiques analysera, dès la matinée du 7, les avancées et défis actuels pour le renforcement de l'équité entre les sexes, afin de garantir des opportunités d'affirmation des femmes au niveau mondial. À cette fin, il réunit des conférenciers du monde entier, organisés en panels des discussions thématiques, qui évaluent l'impact de l'influence croissante des femmes dans les postes de direction politique.

Diplomatie parlementaire agissante

Vice-Président du Parlement européen, Marc Angel

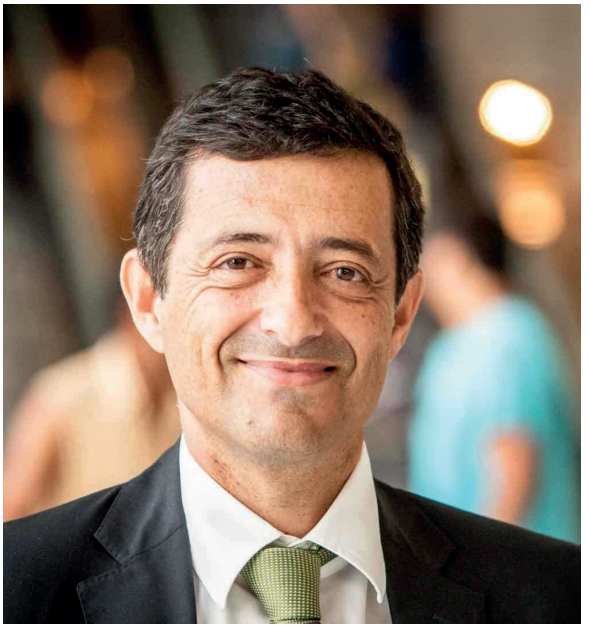




En marge de ce Forum, la présidente de l'Assemblée nationale a rempli le mardi 06 juin, un agenda de travail, dans le cadre de la diplomatie parlementaire, marquée par des entretiens de courtoisie.

Monsieur, Carlos Zurrinho

Le co-président de l'Assemblée parlementaire paritaire pour l'Afrique, les Caraïbes, le Pacifique et l'Union européenne (ACP-UE)





La présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola a été reçue au bureau de l'ACP de Bruxelles



Ici, il faut signaler que l'accueil lui a été réservé par le secrétaire général de l'ACP entouré des membres de son bureau. Mr. Georges Rebelo Chikoti a dit être heureux de recevoir la délégation de l'honorable Carolina Cerqueira à Bruxelles. En marge de cet accueil, le secrétaire général de l'ACP a d'abord présenté les différents projets en faveur de 79 pays membres de cette organisation intercontinentale dont il tient la houlette.

Parmi les projets cités, il a mis en exergue le projet de lutte contre la pollution de l'environnement. Il a ensuite présenté de long à large les difficultés de fonctionnement de l'ACP lié à l'irrégularité de paiement des parts au budget de certains pays membres. Chose qui constitue un obstacle à la mise en œuvre du plan d'actions de sa mandature à la tête de l'ACP.

«Madame la présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola. Je reconnais ton rôle capital joué sur le plan parlementaire et politique de ton pays. Je t'invite à présenter nos difficultés au président João Lourenço pour qu'à son tour, il écrive à ses collègues présidents d'honorer leurs faire-part au budget de l'ACP. Car, j'ai constaté que leurs contributions au fonctionnement de l'UA sont plus honorées que celles qui sont attendues à l'ACP. », a-t-il regretté.

Dans son allocution, le secrétaire général de l'ACP n'a pas oublié de mentionner que la guerre des puissances en Ukraine a affecté le système de fonctionnement mondial. Cependant, le secrétariat encourage les projets de petites et moyennes entreprises expérimentées par les pays Africains, projets appuyés par l'ACP. Car, il est rassuré que ces projets pourront contribuer au développement du continent africain, a-t-il reconnu. Le secrétaire général de l'ACP a chuté en réitérant son souhait de voir le Gouvernement angolais en général et le Président João Lourenço en particulier soutenir le fonctionnement du bureau de son organisation qui compte 60 salariés dont les femmes sont majoritaires.

Benjamin Muhindo

Pour l'accueil délirant lui réservé

La présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola remercie le secrétaire de l'ACP



Accueillie triomphalement dans le Royaume de Belgique, l'Honorable Présidente de l'Assemblée nationale d'Angola, Mme Carolina Cerqueira, a tout d'abord remercié son hôte ACP pour l'accueil réservé à sa délégation. Elle a ensuite présenté les membres de sa délégation avec la deuxième vice-présidente, Arlete Leona Chimbinda et Maria Antonieta Baptista accompagnées de l'Ambassadeur d'Angola auprès du Royaume de Belgique.

Saisissant cette opportunité, madame Carolina Cerqueira a fait savoir qu'elle est à la tête d'un parlement jeune dont les femmes sont représentées en 38% et que les membres sont d'une moyenne d'âges comprise entre 51 et 52 ans. « Mon souhait est que la jeunesse soit représentée dans les Institutions de la République et que l'Angola soit une référence. Mais aussi, ma priorité est de rétablir la coopération avec les organisations régionales et internationales et de consolider la diplomatie Angolaise. Voilà pourquoi l'Angola joue un rôle important pour rétablir la paix dans la région des Grands-Lacs, notamment la médiation dans la crise à l'Est de la RDC où notre gouvernement compte déployer un contingent de 500 soldats dès que la place appropriée pour leur installation sera apprêtée au Nord-Kivu par le gouvernement de la RDC.», a-t-elle renchéri.

Par la suite, la présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola, Madame Carolina Cerqueira, a émis le vœu de voir le secrétaire général de l'ACP prendre part au 147e sommet interparlementaire qui aura lieu à Luanda du 23 au 27 octobre 2023 sur l'effort pour la Paix et le renforcement des institutions. Elle a ajouté que le Gouvernement et le Parlement Angolais s'investissent aussi dans la recherche de la paix au Soudan et qu'une délégation serait en voie d'y aller pour la recherche de la paix.

Par ailleurs, cette autorité parlementaire de l'Angola a fait signe que le parlement Angolais œuvre pour le bien de la femme et des enfants. Il travaille pour le développement durable et le maintien d'un bel environnement. Enfin, elle a dit avoir été attentive aux besoins de l'ACP. La signature de Madame Carolina Cerqueira apposée dans le livre d'or de l'ACP et une prise des photos de famille ont sanctionné cet accueil.

Tout est bien qui finit bien, dira-t-on.

Nkalulu Lokombe

Arrivée au bureau ACP à Bruxelles
La Présidente de l'Assemblée nationale d'Angola, l'honorable Carolina Cerqueira









La présidente de l'Assemblée nationale met en avant le rôle des femmes dans la défense de la paix

Le mercredi 7 juin 2023, la présidente de l'Assemblée nationale, Carolina Cerqueira, a souligné le rôle des dirigeants parlementaires dans la défense de la paix, de la stabilité et de la sécurité dans les régions de la SADC et des Grands Lacs. Lors d'une réunion avec la présidente du Sénat zimbabwéen, Mabel Chinomona, en marge du Sommet annuel des « femmes leaders politiques » (WPL) qui s'est tenu les 7 et 8 de ce mois-ci à Bruxelles (Belgique), elle a soutenu que les femmes leaders doivent être des promotrices et des génératrices de grands changements pour conduire une plus grande implication dans la résolution des conflits et dans le domaine de la diplomatie humanitaire pour soutenir les populations les plus vulnérables dans les régions touchées par la guerre.

La présidente du Parlement angolais a également défendu la représentation des femmes dans la prise de décision à tous les niveaux et une plus grande visibilité dans l'adoption et la mise en œuvre des politiques au niveau des parlements en faveur de l'inclusion et de la participation des femmes dans la résolution des conflits.

Selon Carolina Cerqueira, la présence des jeunes femmes et des représentants des minorités et de la Société civile et religieuse, d'universitaires et des militants sociaux donne plus de pluralité et de qualité au débat politique, augmentant le rapprochement avec les communautés. Le responsable a profité de l'occasion pour inviter le Président du Sénat zimbabwéen à participer, du 23 au 27 octobre de cette année, à la 147ème Assemblée générale de l'UIP. WPL, qui célèbre ses 10 ans d'existence, est un espace de partage d'expériences entre femmes leaders du monde entier et d'analyse des avancées et des défis pour renforcer l'équité, la participation et les opportunités chez les femmes au niveau mondial.

L'organisation fonctionne comme un réseau mondial des femmes dirigeantes politiques au niveau national, y compris le Parlement européen, qui compte actuellement environ 9.000 membres. Basée à Reykjavik, en Islande, elle a été fondée en 2003 par Silvana Koch-Mehrin, ancienne vice-présidente du Parlement européen (2009-2011) et membre du Parlement européen (2004-2014). Actuellement, selon l'Union interparlementaire, près de 80 % des sièges parlementaires sont occupés par des hommes. Au total, environ 9.000 femmes dans le monde sont membres des parlements nationaux.

Nkalulu Lokombe



Voici l'allocution de Carolina Cerqueira à la Chambre de représentant belge le Jeudi, 08 Juin 2023 à Bruxelles

-Madame la Présidente du Parlement belge

-Madame la Présidente du Forum des femmes politiques

-Chères sœurs

Permettez-moi d'associer ma voix à celle de nos sœurs qui, venues de diverses parties du monde, sont réunies pour deux jours dans la ville hospitalière de Bruxelles pour parler de paix, de compréhension, de dialogue et de coopération en faveur de la liberté et de la démocratie, en faveur de l'égalité des droits pour les femmes dans divers domaines.

Nous sommes convaincues que le renforcement de la solidarité entre les institutions que nous représentons et le renforcement de la compréhension et de l'amitié entre nous, les femmes, sont fondamentaux si nous voulons que les femmes soient les génératrices et les promotrices du changement au niveau local et mondial en faveur de la paix, de la réconciliation et de la construction d'un monde meilleur pour nos enfants.

L'action des femmes politiques du monde devrait faire sentir leur rôle et leur intervention à tous les niveaux afin que nous puissions être, dans tous nos pays et au niveau des institutions où nous sommes présentes et représentées, des militantes conséquentes en faveur des droits des femmes, des défenseuses intransigeantes de la non-vio-





lence, avoir une voix pour dénoncer les discriminations politiques, économiques et sociales, avoir une voix pour dénoncer la discrimination politique, économique et sociale qui affecte encore l'ascension et la représentativité des femmes dans les organes de décision politique, que nous parvenions à être déterminantes dans l'adoption de politiques en faveur de l'égalité des femmes et à impulser des initiatives législatives en faveur des femmes, afin qu'elles aient davantage des possibilités d'accès à l'éducation, à la prise de décision dans les différents domaines, qu'elles aient une voix pour décider du bien-être et de la prospérité de leurs familles et de l'avenir de leurs pays.

Cet avenir doit être fait de paix, de développement durable et de justice, d'intégration et d'inclusion sociale, dans le respect des droits humains fondamentaux et de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Les femmes sont le soutien fondamental des sociétés démocratiques et les défenseurs intransigeants de la justice et du droit.

En Angola, l'activisme des femmes est très dynamique et les progrès des femmes en politique sont encourageants. Je conduis la délégation du Parlement de la République d'Angola, un parlement monocaméral composé de représentants de cinq partis politiques et de 38 % de femmes sur un total de 220 parlementaires.

Notre parlement reflète la diversité et l'équilibre entre les générations et les sexes qui composent mon pays, dont plus de 60 % sont des jeunes et où les femmes constituent la majorité de la population. Nous avons un groupe des femmes parlementaires et, sur les dix commissions, les femmes président les plus importantes : la commission de la défense et de la sécurité, la commission de l'économie et des finances et la commission de l'action sociale, de l'enfance et de la famille.

La Constitution de la République d'Angola reconnaît la pleine égalité des femmes, les partis politiques encouragent dans leurs programmes la candidature d'au moins 30 % de femmes et les femmes occupent aujourd'hui en Angola des postes importants dans les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Grâce à une intense diplomatie parlementaire et humanitaire, le Parlement angolais a donné la priorité à la paix, à la stabilité, à la sécurité et à la promotion et la préservation d'une culture de la paix comme base du développement et de la justice.

Au niveau parlementaire, nous avons encouragé des débats de haut niveau, ainsi qu'avec la Société civile, en faveur de la promotion de la paix et de l'égalité des sexes, et de la dénonciation de la violence à l'encontre des femmes et des filles.

Les initiatives de paix ont été évidentes dans la région des Grands Lacs, où la situation de conflit dans l'Est de la République démocratique du Congo est très difficile.

L'intervention des parlementaires a été intense en faveur de la paix et de la stabilité dans la région, à travers un dialogue continu et le dépôt des armes par les forces rebelles qui, par des actions militaires, ont provoqué des crimes inhumains contre des populations civiles sans défense, des crimes transfrontaliers et la violation permanente des droits de l'homme.

Nous avons également suivi la situation d'instabilité dans le nord du Mozambique et les femmes parlementaires de nos pays ont joué un rôle important dans la défense de la paix, la protection des victimes de ces conflits et la dénonciation des conséquences de ces conflits dans la fragmentation croissante de la stabilité sociale et familiale, nuisant surtout à la croissance sûre et saine des enfants et à l'avenir des jeunes, en particulier des jeunes filles, victimes de violences physiques et sexuelles, victimes de mariages forcés et de la privation de leurs droits et libertés fondamentaux.

Nous quittons cette conférence conscientes que nous continuerons à dénoncer les obstacles qui empêchent l'exercice total et libre de la liberté des femmes de participer sur un pied d'égalité à la politique de nos pays à tous les niveaux, à continuer à lutter pour la prise de décision et à impulser des initiatives pour l'éducation permanente des filles, à contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour toutes les femmes afin d'améliorer la situation de millions d'autres femmes qui attendent de nous, dirigeants politiques, plus de solidarité, plus d'opportunités et surtout plus de reconnaissance du rôle important qu'elles peuvent jouer pour un avenir meilleur pour tous.

Puissions-nous, nous les femmes, continuer à être les génératrices et les promotrices de la paix et de l'égalité.

Je vous remercie de votre attention.

Nkalulu Lokombe



Promotion de la paix : Carolina Cerqueira partage l'expérience de l'Angola

S'exprimant lors du Sommet des femmes dirigeantes politiques, qui se sont tenu les 7 et 8 juin à Bruxelles, sous le slogan « La représentation est importante », la Présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola Carolina Cerqueira a présenté l'expérience de l'Angola en matière de promotion de la paix.

Le thème de la promotion de la paix, a souligné Carolina Cerqueira, est la priorité absolue du parlement et de l'État angolais, qui ont mené plusieurs initiatives pour prévenir et rétablir la stabilité et la sécurité dans les zones de conflit en Afrique, notamment dans la région des Grands Lacs et le nord du Mozambique.

Keren Suala



Présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola

Carolina Cerqueira plaide pour la solidification de la démocratie, la modernisation de l'économie et la création des emplois

En séjour de travail au Royaume de la Belgique, la présidente de l'Assemblée nationale de la République de l'Angola a eu d'intenses activités avec divers milieux politico-économiques de l'Occident. Au cours d'un entretien à bâtons rompus avec la presse, cette Dame de fer, a saisi cette opportunité pour plaider pour la solidification de la jeune démocratie angolaise, la modernisation de l'économie et la création de l'emploi pour la jeunesse de ce pays.

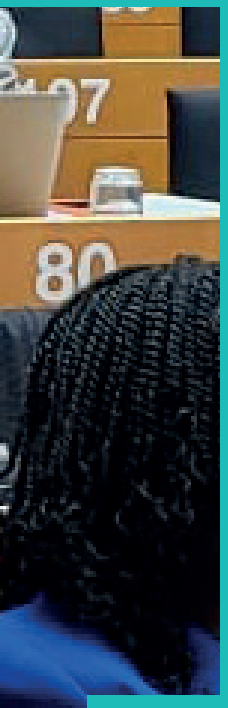


Un cursus costaud

Madame la présidente du Parlement angolais a effectivement une carte de visite très aguerrie. Suivez-la :

« Je suis actuellement présidente du Parlement de l'Angola. J'ai déjà occupé plusieurs tâches ministérielles au niveau de mon pays. J'ai été ministre de la Communication sociale, ministre de la Culture pendant deux mandats et le dernier mandat que j'ai eu, c'est celui du ministre d'État pour les affaires sociales. Aussi, j'ai fait quelques années au Parlement comme responsable de la Commission des droits de l'homme. J'ai une activité très active au niveau du Parlement depuis deux ans. Je suis née au Nord de l'Angola, c'est la province du café très connue parce que c'est là la grande zone de production du café. Je suis la quatrième fille d'une famille de neuf enfants, mon papa est un Portugais, ma mère est une Angolaise de la province de Malanges, la province où est née la grande Reine Njinga, qui est connue dans l'histoire de l'Angola. Je suis juriste, je suis aussi journaliste et je suis spécialisée en résolution des conflits et médiation de paix ».

Parlant de son séjour au Royaume de la Belgique, elle déclare : « Nous sommes venues en tant que présidente du Parlement de l'Angola. Je suis venue et accompagnée d'une délégation de deux députés, une du Parti au pouvoir, le MPLA, et l'autre du Parti UNITA, c'est le deuxième parti plus voté dans mon pays. Nous sommes venues avec une délégation multi paritaire pour montrer que notre Parlement maintenant, c'est un Parlement où les partis politiques sont représentés au niveau de cinq partis politiques et que nous, vraiment, nous avons une société qui est diversifiée au niveau du pluralisme. C'est la véritable démocratie qu'on s'engage à solidifier au niveau de mon pays. Nous sommes venues pour donner des références sur le rôle des femmes au niveau du Parlement, l'important rôle que les femmes angolaises jouent pour la paix, pour la démocratie, pour la prise de décisions à tous les niveaux, surtout au niveau économique, politique et social, pour améliorer la vie des populations et surtout créer des espoirs et des défis qui puissent impulser et promouvoir les droits de la femme et l'éducation des jeunes filles et constituer une société où les femmes ont les mêmes droits et les mêmes opportunités que leurs collègues les hommes ».



Pour la solidification de la démocratie angolaise



Parlant de l'actuelle politique de l'Angola, la présidente de l'Assemblée nationale Carolina Cerqueira affirme : « Depuis les élections d'août dernier, mon pays a eu des élections multipartistes. Il a été élu un nouveau Parlement pour la cinquième législature. Et au niveau des partis politiques, cinq partis politiques sont représentés au Parlement. Cinq partis politiques et quatre groupes parlementaires, parce qu'il y a deux petits partis dont l'un de ces partis, c'est un parti traditionnel qui vient de la lutte de libération nationale, FNLA, qui s'est uni avec un autre parti pour créer un groupe parlementaire.

Comme ça, nous avons quatre groupes parlementaires, le MPLA, l'UNITA, le FNLA et un parti qui est présidé par une femme. C'est la première fois qu'un parti présidé par une femme prenne place au Parlement. C'est le Parti humaniste de l'Angola et nous sommes très fières que le Parlement angolais soit maintenant, comme la tradition vient de le montrer, un Parlement où il y a la diversité politique, le pluralisme et où les partis politiques sont représentés. Nous sommes un Parlement avec 220 députés qui représentent le pays tout entier. Il y a 90 députés qui viennent des régions de l'Angola, 18 régions de l'Angola, et les autres 130 sont des députés qui ont été élus au niveau national, nous étions dans une liste nationale pour avoir des votes pour les élections qui se sont réalisées. Depuis la constitution du Parlement, en septembre 2022, l'Angola a connu un nouveau gouvernement aussi.

Notre président, João Lourenço a été réélu pour un nouveau mandat, le deuxième mandat. Le but de ce mandat continue à être la diversification de l'économie et le renforcement des structures de l'État, dont les tribunaux, le Parlement, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire, et aussi moderniser le système de l'administration de l'État. En Angola, nous avons les problèmes que les sociétés africaines connaissent maintenant.

Après le Covid19, nous avons vu la fragilisation de la société avec beaucoup des problèmes, les jeunes qui cherchent de l'emploi, le chômage a augmenté, les problèmes d'infrastructures en Afrique ne suffisent pas à cause la grande croissance démographique. Il faut avoir des écoles, il faut avoir des hôpitaux, il faut avoir des habitations pour les jeunes et pour toute la population. Ce sont les mêmes défis que les autres pays connaissent. Malgré que l'Angola soit un pays producteur de l'or, nous avons des difficultés parce qu'il faut organiser, il faut diversifier l'économie, il faut trouver de l'emploi pour la jeunesse et d'autres défis qui affectent notre société ». Et de renchérir en ce qui concerne cette politique : « Vous savez que l'Angola a une frontière.

La plus grande frontière que nous avons, c'est avec la RDC, la République démocratique du Congo. Nous sommes un grand pays avec 1 400 000, 270 kilomètres carrés et nous avons une frontière très ouverte pour l'immigration, surtout l'immigration illégale. Nous avons des réfugiés de la République démocratique du Congo qui sont dans les champs des réfugiés à l'Est de l'Angola. Et nous pensons que la paix en RDC, c'est une condition pour la paix en Angola. Tous les conflits que nous avons dans la région des Grands-Lacs, c'est une menace à notre paix et la stabilité à la région. Notre président, le président João Lourenço a été nommé comme le champion de la paix au niveau de l'Union Africaine. Il vient de s'engager dans une grande médiation pour la paix dans la région, pour la paix dans la région de l'Est de la République démocratique du Congo. C'est pour ça que l'Angola reçoit souvent des sommets de Chefs d'État qui viennent à l'Angola pour discuter sur la question de savoir quel est le rôle que chaque pays doit avoir pour rétablir la sécurité, la paix, le dialogue et la compréhension entre les pays de la région. Notre Parlement a été aussi engagé, et cela s'est passé au Parlement, en mars dernier. Il a voté une autorisation législative pour l'envoi des troupes des soldats, 500 soldats Angolais pour la mission de la paix en Afrique, en RDC, à l'Est de la République démocratique du Congo, pour dissuasion. Ce ne sont pas des militaires qui vont être dans les champs de combat. Ils sont les soldats qui vont faire la paix et qui vont aider à faire l'organisation du processus de paix dans la région. Au niveau du Parlement aussi, nous avons une diplomatie parlementaire et humanitaire très forte.

Le Parlement angolais vient de recevoir les présidentes des parlements du Soudan du Sud et de la Zambie. Et avec nos collègues nous avons discuté beaucoup sur le rôle que les femmes peuvent jouer pour la paix dans la région pour la compréhension, la médiation et pour le dialogue de façon que nous puissions défendre et protéger les enfants et les familles qui sont victimes des violences et aussi d'autres crimes d'atteintes aux droits fondamentaux de l'homme et des femmes en particulier ».

Sonangol

PRODUZIR PARA TRANSFORMAR

A **Sonangol** - Sociedade Nacional de Combustíveis de Angola, E.P. - é a concessionária exclusiva para a exploração de hidrocarbonetos líquidos e gasosos no subsolo e na plataforma continental de Angola e responsável pela exploração, produção, fabricação, transporte e comercialização de hidrocarbonetos em Angola. Operamos de maneira eficiente, segura, transparente e comprometida com a protecção ambiental, tendo por finalidade promover o desenvolvimento harmonioso do país e reforçando a utilização sustentável dos recursos nacionais de hidrocarbonetos.



Rua Rainha Ginga, No 29-31 - Baixa de Luanda, Distrito das Ingombotas - Município de Luanda - Luanda
República de Angola - Caixa Postal 1316 - **www.sonangol.co.ao**



Historique du parlement angolais

S'agissant du parlement angolais, Carolina Cerqueira signale : « Oui, nous pouvons le savoir ! Parce que l'action au niveau du parlement a été très, très dynamique. Nous avons dix commissions de travail, 7 dirigés par les hommes et 3 dirigées par des femmes. Nous sommes très heureuses et très orgueilleuses que les commissions de la défense nationale et sécurité soient dirigées par une femme, la commission d'économie et finance aussi, c'est une femme qui est la coordinatrice et la commission de l'action sociale, famille, femme et enfants. Et, depuis septembre 2022, nous avons déjà approuvé une loi de l'amnistie pour pardonner les crimes, pas des crimes qu'engage la violation des droits de l'homme, mais des petits crimes ont été amnistiés. Nous avons approuvé le budget de l'Etat, c'est la loi la plus importante que nous avons approuvée au niveau du Parlement parce que c'est à partir du budget de l'État que nous établissons les plans de travail, les ressources pour développer le domaine économique et social du pays. Et nous avons aussi approuvé le mois dernier la loi du travail. Elle a été renouvelée et c'est une nouvelle loi qui défend plus les droits des travailleurs et aussi donne plus de stabilité aux femmes, surtout la protection sociale des femmes comme mère, la femme comme travailleuse. Nous avons d'autres lois qui sont des lois qui concernent l'activité économique du pays, surtout les autorisations fiscales et économiques pour le développement et la protection des zones pétrolières. Et maintenant, nous travaillons pour voir comment nous devons établir des normes juridiques qui puissent défendre l'environnement tenant compte des changements climatiques et du rôle que nous devons avoir au niveau de l'éducation pour l'environnement et la protection des zones de l'eau, la faune, la protection de l'environnement au niveau national ».



Modernisation de l'économie angolaise

La présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola, madame Carolina Cerqueira a eu aussi à plaider pour la modernisation de l'économie angolaise. Elle s'est exprimée en ces termes : « Nous sommes engagés à augmenter le nombre des hôpitaux des spécialités et aussi d'avoir plus des écoles pour des enfants de tous les niveaux. C'est un grand investissement que le président João Lourenço fait au niveau du pays, au niveau de la distribution du budget de l'État pour la reconstruction du pays, pour l'amélioration de la vie des populations. Nous avons beaucoup d'hôpitaux de référence. Nous avons augmenté le réseau hospitalier au niveau de tout le pays, surtout au niveau de la protection et de l'assistance aux enfants et au niveau maternel. Euh, nous avons des campagnes de vaccination au niveau de tout le pays. Nous avons commencé à travailler et à faire des recherches pour avoir une industrie pharmaceutique et nous pensons que nous devons sortir de la dépendance du pétrole. Nous nous sommes tournés vers l'industrialisation du pays, parce qu'il faut donner de l'importance à l'agriculture, au commerce, au tourisme, aux pêches pour avoir de l'emploi pour la jeunesse et pour créer un réseau industriel du pays parce que l'industrie manufacturée de transformation des aliments peut assurer la sécurité alimentaire des populations mais aussi créer des emplois. Et pourtant, nous sommes une économie qui bouge parce qu'après COVID 19, comme les autres pays, nous avons connu une crise très grande et maintenant il faut quand même restructurer, organiser et créer d'autres opportunités ».

Et de chuter : « Je suis engagée à travailler, à travailler pour mon pays, à travailler pour mon peuple. J'ai un programme de travail. J'ai quelques défis que je pense que je dois relever pour que je puisse contribuer pour un Parlement solide, pour renforcer le rang du Parlement au niveau de la politique nationale et surtout que le Parlement soit le miroir de la démocratie chez nous. Je pense que la démocratie, c'est le but que nous devons défendre. Nous devons défendre la paix, la stabilité et surtout des relations de cordialité, de dialogue et de réunification de tous les Angolaises et Angolais, indépendamment des partis politiques et des options politiques de chacun. Je suis très heureuse d'être présidente, la première femme, présidente du Parlement de l'Angola. C'est moi. Je pense que c'est aussi un privilège, un honneur, mais aussi une grande responsabilité parce qu'il y a des millions de femmes qui espèrent de moi quelque chose de bon pour le pays, pour l'avenir des enfants et pour le renforcement de la démocratie chez nous ».



Ce que les jeunes angolais peuvent attendre de cette dame

A ce sujet, elle affirme : « Ils doivent placer leur espoir non seulement en moi mais aussi à tout le monde qui travaille au Parlement et à tous les politiques. Les jeunes de mon pays, qu'ils contribuent pour la stabilité, pour la paix et pour le développement durable, pour la coexistence entre tous, parce que vous savez que la plupart des populations de l'Angola sont les jeunes, les jeunes de moins de 35 ans, et c'est une grande responsabilité d'avoir une population si jeune qui a beaucoup des besoins, qui a beaucoup d'espoir, qui a beaucoup des revendications. Il faut beaucoup faire pour donner l'opportunité qu'elle puisse être formée et qu'elle puisse avoir de l'éducation, la formation pour demain, être des hommes et des femmes qui vont continuer le rêve d'une Angola prospère, pacifique et véritablement démocrate ».

Et de conclure : « D'abord, je voudrais remercier l'opportunité que vous m'avez donnée de parler sur mon pays, sur le Parlement que je dirige et sur la société angolaise. Je voudrais seulement réaffirmer que la femme angolaise est une femme véritablement combattante, c'est une femme véritablement engagée dans la promotion des droits de la femme mais aussi engagée pour améliorer la situation et l'avenir des hommes et des femmes indépendamment de ses options politiques, indépendamment de son origine sociale et nous sommes tous et toutes unies et engagées pour la paix, le développement et la justice sociale ».

Propos recueillis par Nkalulu Nkalulu

Forum des femmes leaders politiques à Bruxelles

L'honorable Arlette Leona Chimbinda

a donné les raisons de la participation



En marge du Forum des femmes leaders politiques tenu à Bruxelles au Royaume de Belgique,, nous avons eu le privilège de rencontrer Madame Arlette Leona Chimbinda, 2ème Vice-présidente du Parlement Angolais et députée de l'Unita, participante et panaliste à ces assises.

Au cours de notre entretien, cette forte et expérimentée femme politique a bien voulu donner les raisons de la participation de son pays, l'Angola, ainsi que des avantages tirés de ce Forum.

" Il est important que l'Angola participe à ce type de conférences, car dans ces réunions sont discutées des questions liées à la situation de la femme dans le monde, a dit l'honorable Arlette Leona Chimbinda.

La 2ème Présidente du Parlement Angolais a ajouté que " les femmes Angolaises ont besoin d'entendre d'autres femmes et d'autres parties du monde, de savoir ce que ces femmes ont faits, quelles mesures ont été prises et comment certains problèmes les concernant ont été solutionné pour nous en servir comme modèles en Angola. Aussi, ces échanges d'expériences nous serviront-ils de meilleurs moyens pour faire des grands pas vers l'autonomisation des femmes.

Quant à l'importance de ce Forum, la députée de l'Unita a fait savoir que "c'est très important, parce nous sommes dans une lutte et nous avons des objectifs à atteindre et nous voulons occuper'os espaces dans tous les domaines de la vie, comme la politique, l'économie et le social."

Elle a reconnu également que participer à des évènements de cette nature donnera aux femmes Angolaises la possibilité d'apprendre des autres et, le plus rapidement possible, atteindre de nouveaux sommets dans ce chapitre. D'où, a-t-elle conclu, l'importance d'être présentes et de participer à ce Sommet des femmes leaders politiques.

Propos recueillis par
Lokombe Nkalulu



Députée du MPLA
Maria Antonieta Joséphine Sabrina Baptista

Pour sa part, Maria Antonieta Baptista a déclaré : « En ce premier jour du Sommet des femmes leaders, nous nous sommes concentrés sur 4 panels.

1er panel :

Comment diriger ?

A ce sujet, elle a parlé de l'agenda des femmes pour la paix et la sécurité

J'insiste sur 4 piliers qui sont les trois P et un R, qui sont : la prévention, la participation, la protection et le rétablissement.

Dans ces 4 piliers, en premier lieu, la prévention des conflits pouvant impliquer les femmes et les filles a été évoquée.

Il a également été question de la participation égale des femmes et de la prévention des préjudices et de la violence à l'égard des femmes. Enfin, le rétablissement des femmes a été abordé dans ce cas de prévention.

2e panel

L'homme était considéré comme un partenaire. Comment nettoyer l'homme fort politique ? En supposant que les hommes étaient plus développés dans la guerre et que contrairement à la guerre, c'est la paix. Et à ce stade, comment pouvez-vous vous débarrasser de ces hommes qui ont une vision futuriste et qui associent les femmes pour pouvoir combattre tous les maux et pouvoir se battre pour leurs droits, à tel point qu'il a été fait mention grand mouvement, dans lequel nous reconnaissons que nous avons besoin d'hommes comme partenaires pour gagner nos causes et atteindre nos objectifs.

3e panel

La vérité a été dite.

Où il a été mentionné quoi faire avec la vérité. Faire usage de la vérité qui existe, sans futilité, sans invasivité, sans désinformation, et cela nous amène au 4ème Panel, qui est exploration et ce qu'il faut faire pour pouvoir se battre sur les réseaux sociaux sans désinformation et ainsi de suite.

Enfin, il a également été question d'un sujet très particulier, la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Comment la guerre peut affecter négativement l'ordre international et comment d'autres pays peuvent aider à rétablir l'ordre international ?

C'est essentiellement ce dont on a parlé tout au long de la journée.

Où de nombreuses leçons ont été apprises. Car, plusieurs témoignages des femmes dans différentes situations ont été donnés.

Le côté positif de cette rencontre

Il a été suivi par de nombreux hommes, non seulement en tant que modérateurs, mais aussi des hommes venus représenter les femmes de leurs pays pour défendre leurs droits.

Dès le départ, c'est ce résumé que nous nous sommes proposés de faire

Nkalulu Lokombe

Vice-président de la Somaliland

Abdirahman Abdallahi Ismail Saylici très actif dans l'arène politique de son pays





Pour la petite histoire, il convient de noter que la Somaliland a accédé à sa souveraineté internationale et son indépendance en 1991. Et cela, après avoir été sous l'emprise des Italiens, des Anglais et de la France. Le Vice-président de la Somaliland a eu à le dire lors d'un entretien avec les chevaliers de la plume. Il était question d'éclairer la lanterne de l'opinion au sujet de l'histoire de ce pays.

Point n'est besoin de signaler que l'activisme politique de cette icône suscite pas mal d'admiration de la part de ses compatriotes. En effet, ses réalisations sur le terrain sont effectivement visibles et palpables. L'homme a été un entrepreneur rodé pendant plus de vingt ans avant d'embrasser la carrière politique.

C'est autant affirmer qu'il n'est pas tombé dans cet univers comme un cheveu dans la soupe. En effet, il a gravi tous les échelons pour occuper, à ce jour, ce poste de Vice-Président de la Somaliland. Fière chandelle.

Nkalulu Lokombe

CENTRO DE IMPRENSA ANÍBAL DE MELO

O Centro de Imprensa Aníbal de Melo (CIAM) foi criado ao abrigo do Decreto 61/97, de 25 de Agosto, gozando uma natureza jurídica de Instituto Público. Neste quadro legal, o Artigo 2o do Regulamento confere ao CIAM, entre outras atribuições.
Como tal, dispomos de grandes capacidades técnicas para albergar eventos de impacto nacional e internacional. Além de albergar conferências de imprensa, temos sido um agente importante no tratamento personalizado, tal como foi o caso aquando da visita Papal ao nosso País, e o palco escolhido para o anúncio dos resultados finais das eleições gerais do País.
Temos à disposição várias condições infra-estruturais, materiais, em recursos humanos e técnicas à altura de corresponder às exigências promocionais das diversas entidades interessadas.

Dispomos de:
- ✔ uma Sala de Conferências para seminários e colóquios capaz de albergar mais de uma centena de convidados
- ✔ um sistema de interpretação simultânea de ponta
- ✔ um aparato de áudio com tecnologia de ponta
- ✔ um sistema de projeção de vídeos
- ✔ uma estrutura de exposição fotográfica
- ✔ uma sala de informatização equipada com computadores munidos de tecnologia Windows e Apple
- ✔ excelentes condições de acesso rápido à Internet e amigas do utilizador
- ✔ um parque de estacionamento coordenado e um Snack Bar

Privilegiamos o tratamento condigno das entidades beneficiárias dos nossos serviços, pelo que primamos por uma relação personalizada. Por outras palavras, respondemos exaustivamente às necessidades publicitárias e promocionais das várias entidades governamentais. Para o efeito, dialogamos, ao pormenor, os melhores caminhos para a concretização plena, global, efectiva e eficaz da tramissão da mensagem que os nossos beneficiários, e não só, pretendam fazer passar.
Portanto, podem eleger o Centro de Imprensa Aníbal de Melo, como o veículo preferencial para a transmissão, ao mais vasto auditório nacional e estrangeiro, dos vários motivos informativos, noticiosos e promocionais inseridos nos planos e programas de trabalho.



A Revista CIAM

Rua Serqueira Lukoki n° 124 - Luanda-Angola - Tel: +244 222 334 888
clam@clam.gov.ao - www.ciam.gov.ao

Congo/Brazzaville :

Jean Claude Gakosso

rassure et convainc dans sa gestion quotidienne



Effectivement, il rassure et convainc dans sa gestion quotidienne. Icône de la diplomatie de la République du Congo/ Brazzaville, le Ministre des affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Monsieur Jean Claude Gakosso, puisque c'est de lui qu'il s'agit, reste une figure emblématique de la scène politique de ce beau pays de l'Afrique. Tout naturellement, il n'est plus à présenter au sein de l'opinion publique de ce pays voire du continent. Son aura suscite de l'admiration de tous les observateurs avertis. Il est un collaborateur très influent du Président Sassou Nguessou. Il joue et continue à jouer un rôle de premier plan dans la diplomatie congolaise.

Un parcours politique élogieux

Un regard furtif dans le rétroviseur sur le passé de ce brillant cadre renseigne que l'homme a assumé de grandes responsabilités dans plusieurs institutions de ce pays. Pour la petite histoire, il convient de souligner que dans son parcours, Jean Claude Gakosso a réussi à inscrire en lettres d'or son nom à travers ses différentes prouesses et réalisations dans les annales de l'histoire de la République du Congo Brazzaville.

Elles sont visibles et palpables. A titre illustratif, l'on peut citer ses diverses publications pour soutenir la jeune démocratie dans son pays. Pour rappel, il est intéressant de souligner que cet homme est compté parmi les bras droits du Président Denis Sassou-Nguesso. Ce dernier peut s'estimer heureux d'avoir un collaborateur aussi efficace et disponible. L'actuel ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger a gravi tous les échelons, non par clientélisme ou par parrainage. C'est sur base des rigoureux critères liés à la méritocratie et à la compétence qu'il s'est attiré la sympathie de la haute hiérarchie de ce pays.

Toujours à l'écoute de ses concitoyens, Jean Claude Gakosso ne cesse de peaufiner diverses stratégies pour épauler le Président Denis Sassou - Nguesso dans l'accomplissement de ses lourdes tâches. Au cours de ses nombreuses randonnées à l'étranger, l'homme communie régulièrement avec les Congolais de l'étranger. La diaspora congolaise garde un très bon souvenir de leur ministre des Affaires étrangères. Il reste un modèle et une référence de taille. Un bel exemple à suivre par ses pairs.

Nkalulu Lokombe

Chronique du Chancelier

Président de la Commission de l'Union africaine : Moussa Faki Mahamat plaide pour un micro Etat pour l'Union africaine



Tous les observateurs avertis sont unanimes pour avouer que la balkanisation du continent Africain, tant redoutée, continue progressivement son bout de chemin depuis cinq bonnes décennies et demie. Pour preuve ? Le dernier projet en gestation dans les coulisses du siège de l'Union Africaine à Addis-Abeba et qui a pour ambition de créer un micro État dénommé: «BIR TAWIL» par l'Union Africaine.

De quoi s'agit-il exactement ?

BIR TAWIL est situé dans le «No mans land» compris entre trois Etats de l'Afrique du Nord-Est à savoir l'Egypte, la Libye et le Soudan. Précisément, la bande de terre qui s'étale du désert jusqu'à la mer Rouge. Or, dans la charte de l'OUA édictée en 1963, le principe de l'intangibilité des frontières héritée de la colonisation a été adopté par les pères de l'indépendance des pays Africains engagés depuis 1922 par l'Egypte au Nord et le Ghana en 1957 au sud du Sahara. Curieusement, ce principe unificateur a déjà été fortement miné depuis les années 1960:

- Le Soudan français a été scindé en deux pays (Mali et Sénégal) après la création de la fédération du Mali;

- L'Ethiopie, siège même de l'OUA devenu UA, a été amputé de l'Erythrée, sa province orientale;

- La Somalie a sombré dans le chaos depuis la chute du Président Mohamed Siad Bar;

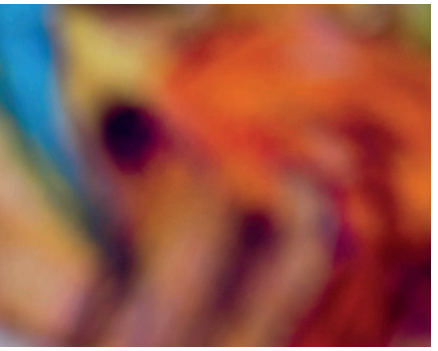
- Le Soudan britannique a été coupé en deux le 09 janvier 2011 entre le Soudan du Nord et le Soudan du Sud.

Dans la même foulée, l'U.A. veut créer le 55ème Etat Africain dénommé BIR TAWIL pour échapper aux forces déstabilisatrices de l'Ethiopie. Difficile de ne pas y voir une volonté de balkanisation annoncée de l'Afrique. En effet, un tel procédé ne revient-il pas à ouvrir la boîte de pandore ?

Le chercheur français CAVALLI n'avait-il pas déjà prévu la disparition de grands pays Africains en 2020, entre autres la R.D.C et le Nigéria qui avait déjà connu à cet effet la guerre civile du Biafra ? Feuilleton à suivre. Les prochains jours promettent d'être riches en couleurs et plein des rebondissements.

Nkalulu Lokombe







Ministère des affaires foncières

Le ministre Aimé Sakombi Molendo plaide pour les sinistrés de Lisala



La République démocratique du Congo (RDC) serait-elle poursuivie par un signe indien ? C'est la question que bon nombre d'observateurs se posent au regard des multiples catastrophes naturelles qui pleuvent sur ce vaste à la dimension d'un continent. Les autorités compétentes du pays ne restent pas perplexe face à cet offensif. Toutes les batteries sont mises en marche pour arrêter cet offensif. C'est une préoccupation majeure pour le Président de la République et Chef de l'Etat, Son Excellence monsieur Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui en a fait son cheval de bataille.

Ses proches collaborateurs sont très branchés dans cette vision. C'est dans cette optique que se situe le dernier séjour du ministre en charge des Affaires foncières, monsieur Sakombi Molendo, puisque c'est de lui qu'il s'agit, dans le chef-lieu de la province de la Mongala, Lisala. Un séjour riche en enseignements puisque le ministre Sakombi Molendo a pu découvrir d'autres réalités de cette partie de la République. En effet, les problèmes ne manquent dans ce pays.

Pour la petite histoire, il convient de noter que la visite du ministre des Affaires foncières à Lisala avait pour but de se rendre compte de la situation des sinistrés de cette contrée confrontée à des calamités naturelles multiples. C'est dans cette optique que le patron de ce Ministère a eu à faire plusieurs plaidoiries pour venir en rescousse aux sinistrés de cette partie de la République.

Pour la petite histoire, il convient de souligner que le ministre Sakombi Molendo n'est pas allé par le dos de la cuillère pour interpeller le Gouvernement des Warriors piloté avec dextérité par le Premier ministre Jean Michel Sama Lukonde. Connaissant le souci de ce dernier pour les intérêts de la population congolaise, il y a lieu à s'attendre à des rebondissements dans les prochains jours.

Que dire de plus au regard de ce qui précède ? Pour les observateurs avertis et autres analystes, le moins que l'on puisse dire au sujet de ce feuilleton est que la balle se trouve dans le camp de qui de droit. Ce n'est qu'une sonnette d'alarme. Qui vivra verra.

Nkalulu Lokombe



Bonne gouvernance

Province du Katanga :

Jacques Kyabula

reste et demeure un modèle et une référence à suivre !



Le Président de la République et Chef de l'Etat, Son excellence monsieur Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo veille au grain sur la bonne gouvernance au sein de l'administration publique. C'est dans cette optique, qu'il tient toujours à s'entourer des collaborateurs compétents. D'ailleurs, leurs choix sont liés aux rigoureux critères liés à la méritocratie et à la compétence.

Selon de nombreux observateurs avertis, à l'heure actuelle, ils sont à compter du bout des doigts ces oiseaux rares rompus dans la bonne gouvernance. Mais, dans ce cercle fermé, le nom de l'actuel gouverneur de la province du Katanga revient sur les lèvres de plusieurs analystes rodés. Le Gouverneur Jacques Kyabula, puisque c'est de lui qu'il s'agit, s'illustre dans une bonne gouvernance qui suscite l'admiration de tout le monde. Il reste et demeure un une référence sûre.

Si aujourd'hui, la province du Katanga prend de l'envol vers son développement intégral, la palme d'or ne peut que revenir sur cet oiseau rare. En effet, ses réalisations sont effectivement visibles et palpables. Il faut être d'une mauvaise foi manifeste ou d'une cécité morale mortelle pour ne pas l'apercevoir. L'homme a toujours un souci ardent pour trouver des solutions durables pour l'amélioration des conditions sociales de ses administrés.

Point n'est besoin de signaler aussi que le gouverneur Jacques Kyabula est très branché dans la vision du Président de la République. Sous sa houlette, la province du Katanga est réellement vouée à un bel avenir. Qu'on se le tienne pour dit.

Nkalulu Lokombe


TAAG
TAAG a Sua Companhia de Sempre
www.taag.com

Maitrise des effectifs de la Fonction publique

Le Vice-Premier ministre, ministre de la Fonction publique Jean Pierre Lihau Ebua rassure et convainc !



Depuis la prise de ses fonctions à la tête du Ministère de la fonction publique, le VPM Jean Pierre Lihau Ebua, ne cesse d'exceller dans des innovations et prouesses. Et cela, à la grande satisfaction de tous les agents et fonctionnaires de carrière de l'Etat congolais. Cette icône rompue dans la bonne gouvernance rassure et convainc dans sa gestion quotidienne. Ses réalisations sont effectivement visibles et palpables.

C'est dans cette perspective qu'il a promis que très bientôt, la maitrise des effectifs des fonctionnaires sera une réalité vivante. A noter qu'avant la fin de l'an 2023, la République démocratique du Congo (RDC) aura un fichier renforcé et consolidé des effectifs de tous les fonctionnaires de la Fonction publique. Ainsi, on saura avec exactitude le nombre total du personnel de l'administration publique.

Pour la petite histoire, il sied de signaler que ce travail motivant et délicat sera réalisé sous la houlette du VPM Jean Pierre Lihau Ebua qui rassure le Gouvernement central sur un aboutissement heureux de cette opération de contrôle des effectifs des fonctionnaires de la Fonction publique sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo. Cet offensif permettra ainsi à l'Etat congolais d'améliorer sa politique salariale et sociale de son personnel et rendre aussi efficace et efficient l'administration publique en RD Congo.

Ainsi grâce à la maitrise de ces effectifs, il sera aisé pour le pouvoir public de mieux gérer son personnel et de le répartir de manière rationnelle sur les différentes administrations provinciales et nationales. Comme on peut aisément le remarquer, il ne sera plus question de voir un personnel pléthorique dans bon nombre des Ministères pendant que d'autres Ministères en manquent. A noter ici que ce travail de modernisation a été confié à Jean Pierre Lihau par le Président de la République. Cette mission est accomplie avec beaucoup de dextérité et brio. Chapeau bas.

Keren Suala

Serge Mbenza
Economiste et financier

Partenariat public-privé comme puissant outil pour le développement de la RDC

La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays aux priorités multiples. Des années de gestion inefficiente, d'instabilité politique et de conflits ont retardé son développement au point que tout à faire ou à refaire, tout à construire ou à reconstruire.

Selon le PNUD, la RDC se classe au 175eme rang sur 191 pays selon l'indice de développement humain 2021. Cet indice s'établissait à 0,479, une valeur inférieure à la moyenne du groupe des pays à développement humain faible (0,513) et celle de l'Afrique subsaharienne (0,547).

L'Etat fait face à de nombreux défis aussi urgents les uns que les autres : la situation sécuritaire dans la partie orientale, la sécuritaire alimentaire, l'éducation tant de base que supérieure, la santé, les infrastructures, etc.

Les besoins du pays sont tels qu'essayer de les relever par les efforts propres du gouvernement relève d'une mission quasi impossible, du moins à court et à moyen terme.



Le Loi des Finances 2023 qui détermine le budget à 16,1 Milliards de dollars américains consacre 48% aux secteurs prioritaires du Gouvernement qui sont Sécurité (10,5%), la Santé (9,2%), l'Education (17,1%) et l'Agriculture (11,2%). Même si on peut saluer la volonté politique de booster ces secteurs, force est de constater que les crédits alloués quoique proportionnellement importants restent insignifiants par rapport aux besoins du pays.

L'Etat devrait dès lors se montrer stratège en recourant davantage à d'autres types de financement comme le Partenariat Public-Privé. Car nous pensons que bien utilisé, le PPP peut s'avérer être un véritable catalyseur de développement. Il peut permettre à l'Etat d'avancer vite par exemple pour s'équiper en infrastructures, même l'usage de celles-ci peuvent être soumis à un coût dans un premier temps.

Qu'entend par partenariat public-privé ?

Un Partenariat Public-Privé (PPP) est un contrat par lequel l'autorité publique confie à une ou plusieurs entreprises privées le financement, la construction et la gestion d'un ouvrage de service public.

Le PPP a le principal avantage d'alléger les finances publiques. Au lieu que l'Etat puisse débourser des ressources importantes pour financer des ouvrages dont les coûts de construction peuvent s'élever à plusieurs millions de dollars, l'Etat peut compter sur l'apport du secteur privé pour financer certains investissements selon les modalités à convenir. Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas de la philanthropie de la part des entreprises privées. Les fonds investis doivent être rentables.

Toutefois, le PPP peut dans certains cas présenter quelques inconvénients dépendant du type de l'ouvrage qu'il sert à financer et de la nature de l'accord entre l'autorité publique et le secteur privé. Dans le cas par exemple où le PPP est utilisé pour construire des ouvrages non-générateurs de revenus, comme des immeubles de bureaux qui sont par la suite loués à l'Etat. Dans certains cas, les loyers payés par l'Etat au consortium d'entreprises privées, peuvent dans certains cas s'avérer exorbitants

et dépasser les montants des investissements réalisés.

Comment appliquer le PPP en RDC ?

En RDC, le PPP devra être utilisé de manière ciblée. Il s'agira de l'appliquer dans des domaines moins stratégiques et surtout pour des projets auto-générateurs des revenus et budgétairement neutres, voire rentables pour l'Etat. Dans le cas des infrastructures, il pourra être mise en place un PPP pour la construction des ouvrages capables de générer des revenus et s'autofinancer comme nous allons l'illustrer à travers deux exemples concrets en rapport avec la ville de Kinshasa.

Exemple 1 : Construction d'un ring autour de la ville Kinshasa

La congestion routière est aujourd'hui fléau mondial et les villes africaines ne sont pas en reste. Kinshasa non plus n'échappe pas à ce problème où il prend des proportions plus importantes en raison notamment de la méconduite des usagers de la route mais surtout de la faible densité et de la vétusté du réseau routier.

Certes, il y a des efforts qui sont fournis par l'autorité par la construction notamment des viaducs urbains (communément appelés sauts-de-mouton ») et des routes intermédiaires, mais l'impact de ces ouvrages tarde à se faire sentir sur le quotidien des Kinois.

Pour résoudre le problème de manière durable, nous pensons qu'il faudra agir efficacement dans le sens de la fluidification de la circulation autour de la ville de Kinshasa par la construction d'une autoroute circulaire (ring). Pour ceux qui connaissent Kinshasa, il s'agira par exemple d'une autoroute qui va relier le centre à l'aéroport international de Ndjili en longeant le fleuve Congo. De l'aéroport, il contournera le district de la Tshangu derrière Masina, Ndjili ensuite par Mont-Ngafula pour de nouveau longer le fleuve Congo vers Kinsuka jusqu'au centre-ville.

Cette autoroute sera développée via un PPP conclu entre l'autorité publique et le secteur privé et qui sera financé par les redevances des usagers, donc une autoroute à péages.

A travers ce partenariat, l'Etat confiera au secteur privé la responsabilité de construire et d'exploiter cet ouvrage durant un certain nombre d'années nécessaires pour permettre aux privés d'amortir les investissements, tout gardant le contrôle sur sa gestion. Une fois l'ouvrage amorti, il continuera à être géré par le privé mais le coût de son usage sera réduit afin de récolter les fonds uniquement nécessaires à son entretien.

Ce projet aura l'avantage comme on l'a dit, de fluidifier la circulation dans la périphérie de la ville. Plutôt que de mettre 4 à 5 heures durant les heures de pointe pour relier le centre-ville ou des quartiers lointains comme Mont-Ngafula à l'aéroport de N'dijili, un voyageur pourra faire ce trajet en un temps record contre 5 à 10 dollars américains de péage.

Par ailleurs, le champ ainsi libéré par les usagers du ring permettra de désengorger les routes secondaires à l'intérieur de la ville et le besoin en main d'œuvre permettra de créer des emplois pour opérer et entretenir cet ouvrage et de générer les recettes fiscales, à moins que l'Etat décide d'exonérer les exploitants de payer l'impôt afin de permettre un amortissement plus rapide de l'ouvrage.

L'Etat pourra saisir l'opportunité de cet ouvrage pour décentraliser les flux des déplacements en décentralisant ses activités. Il pourra notamment déplacer les sièges de certains ministères et services publics en dehors du centre de la Gombe en construisant cette fois-là sur fonds propres. Le ministère de la Défense pourra par exemple être établi à Ndijili, celui des Finances à Mont-Ngafula, etc.

Cette approche aura l'avantage de limiter le flux des déplacements vers le centre-ville et de la Gombe, vers le reste de la ville en soirée.

Par ailleurs, les bâtiments publics créer dans des quartiers publics auront l'avantager de viabiliser ces quartiers et de créer d'autres dynamiques de développement.

L'impact économique et écologique de ce projet sera énorme, et l'attractivité de Kinshasa comme destination d'affaires ou touristique, ne pourra être que renforcée.

Exemple 2 : Amélioration de l'habitat dans la ville de Kinshasa

Pour ceux qui la connaissent, Kinshasa fait face à de graves problèmes de salubrité. Les anciens quartiers hérités de la colonisation ont perdu de leur éclat d'antan. La voirie détériorée, des caniveaux bouchés, l'architecture dépareillée, etc.

Les « nouveaux » quartiers ne sont pas mieux lotis. Absence totale de voirie, de caniveaux, d'adduction d'eau, d'électricité, non-respect de normes urbanistiques, constructions anarchiques, inachevées, … les qualificatifs ne manquent pas.

Et dans ce domaine également, l'Etat pourra faire usage du PPP pour améliorer l'habitat dans la ville, particulièrement dans de nouveaux quartiers périphériques en développement dans les communes de la Nsele, Maluku ou Mont-Ngafula.

Chaque projet de nouveau lotissement dans la ville devra être géré avec beaucoup plus de rigueur et de soin. Il s'agira de développer des quartiers modernes et totalement viabilisés. L'Etat devra à travers ses représentants urbanistes et architectes, imposer aux promoteurx des projets l'application des normes modernes en matière d'urbanisme, comme par exemple de prévoir des écoles, des aires de jeu, des espaces verts, des marchés, des centres de santé, etc. L'Etat pourra viabiliser ces quartiers grâce à des PPP. Les privés vont investir en construisant la voirie, en connectant l'eau, l'électricité. Investissements privés qui seront rémunérés sur le prix payé lors de la vente des terrains.

Au lieu qu'un terrain se vende à 4000 ou 5000 dollars américains, il en coutera peut-être 10.000 ou 15.000 et sera vendu à des personnes sur preuve de leur capacité à construire endéans un certain délai. A ce prix-là, les terrains seront viabilisés, aux normes urbanistiques. Si elles se multiplient, de telles initiatives permettront de transformer l'image de la ville en quelques années.

Conclusion

Cet article n'a présenté que deux exemples où le PPP peut être appliqué de manière concrète au bénéfice de la ville de Kinshasa et de sa population et de ses visiteurs.

Le PPP dans les infrastructures a été appliqué de manière satisfaisante dans d'autres pays. La France par exemple a mis en place des autoroutes à péages depuis de longues années même si les prix considérés élevés de ces péages est souvent sujet à controverses.

Plus proche de nous en Afrique sub-saharienne, les pays comme la Côte d'Ivoire ou le Sénégal ont instauré des autoroutes à péage comme celle qui relie l'aéroport international Blaise Diagne de Dakar au centre-ville.

Les domaines d'application sont possibles dans les infrastructures mais aussi dans d'autres comme l'agriculture, l'élevage, en passant `par l'éducation ou la santé. Toutefois, il faudra choisir ces domaines avec soin, ficeler les contrats de partenariat avec rigueur et responsabilité et veiller qu'ils s'intègrent dans une vision de développement préalable établie. Ce n'est que de cette manière là que le PPP se révéler être un puissant outil de développement pour la République Démocratique du Congo.



L'IGF Jules Alingete exige l'évaluation de la SICOMINES

Il se passe de choses incroyables dans la gestion publique que la République démocratique du Congo (RDC) a eu à signer avec certains de ses partenaires étrangers. C'est ici où la polémique continue à aller crescendo dans plusieurs salons huppés non seulement de la capitale mais aussi et également de l'arrière-pays en ce qui concerne le contrat qui lie la Société minière SICOMINES et les partenaires Chinois.

Selon certaines indiscrétions recueillies dans les milieux miniers, l'on apprend que l'on est en train d'entretenir un flou mystique dans la gestion des recettes que produit cette entreprise. Selon ces sources, l'on apprendrait que les Chinois auraient déjà empoché une bagatelle somme évaluée à plus des 9 milliards de dollars américains pendant que la partie RD congolaise ne se serait contentée que 800 millions de dollars. Allez-y comprendre quelque chose. Un manque à gagner effroyable pour le Trésor public.

Dans un rapport publié récemment par l'Inspection générale des finances (IGF), l'inspecteur général et chef de service Jules Alingete, dresse un bilan de ce contrat en vue de la régularisation de cette situation. Le plus tôt sera le mieux. Car la situation telle qu'elle se présente n'est ni plus ni moins qu'une bombe à retardement qui risque d'exploser à tout moment et causer de grands dégâts. La balle est donc dans le camp de qui de droit. Celui qui vivra verra.

Keren Suala

Dossier créance SCTP ex-ONATRA

Toute la vérité sur cette affaire !



Le dossier créance SCTP ex-ONATRA continue à susciter pas mal des réactions et autres commentaires dans plusieurs salons huppés du pays. Pour information, la Société congolaise SCTP SA détient une créance cristallisée sur MARINVESTS NV depuis une vingtaine d'années au titre de ses prestations (Stevedoring) évaluée à € 29.660.000,00, dans le cadre de décomptes d'escale. La SCTP SA a dénoncé cette situation auprès de la Justice congolaise et il s'en est suivi une commission rogatoire internationale adressée aux autorités belges.

En guise de rappel, MARINVESTS NV fut agent maritime exclusif de la CMDC auprès de sa représentation à Anvers de 2002 à 2006, après avoir succédé à Walina, filiale de la CMB, dont le contrat avait été suspendu avec CMDC pour conflits d'intérêts en 2002. En 2006, la CMDC fut liquidée et déclarée en faillite par le fisc belge, et n'était plus autorisée à exercer juridiquement la même activité et/ou autre sur le territoire belge, soit par une structure intermédiaire, tel est le cas de MARSHIPREP, qui fut créée cette année pour la circonstance.

Toutefois, le mode opératoire de cette structure informelle a échappé et continue d'échapper à l'attention des fiscs belges et congolais.

Ainsi, considéré comme délit d'initié, et face à cette juridique sur le territoire belge, la CMDC a cédé son fonds de commerce, sa ligne et le savoir-faire à MARINVESTS sur la base d'un jugement en bonne et due forme, et s'est subrogé dans les droits et obligations de CMDC, dont il refuse de s'assumer comme de pratique.

C'est ainsi que pendant plusieurs années, MARINVESTS ne rétrocédait que des forfaits aux deux intervenants portuaires nationaux, en contrepartie de leurs prestations, quelle que soit la hauteur de leurs factures. A l'occurrence la CVM SA et en particulier la SCTP SA, cas en cours devant la juridiction belge.

A noter que MARINVESTS se comportait de cette manière au motif qu'elle jouissait de la protection des autorités politico-administratives du régime sortant, voire de la complicité des anciens mandataires de CMDC/LMC SA d'une part, et ceux de la SCTP SA d'autre part. A ce jour, le Directeur Général de MARINVESTS a réussi à s'introduire dans le cercle des autorités actuelles de LMC SA et bénéficie de l'appui du nouveau Directeur Général.

Qu'à cela ne tienne, la mission aguerrie diligentée par l'actuel Directeur Général de la SCTP SA en Belgique, pour cette fin, était loin de céder à toutes sortes de pressions, intimidations et sollicitations, et a fini, avec l'assistance hétérogène des avocats intègres du barreau de Bruxelles, de déférer MARINVESTS NV et son Directeur Général devant la judiciaire belge.

Dossier à suivre.

Nkalulu Lokombe

Président de la jeunesse de l'UDPS et PCA de l'OGEFREM

Adolphe Amisi

plaide pour la création d'un prototype d'homme responsable et considéré en RDC

Cette icône de la bonne gouvernance a la confiance du Président de la République et Chef de l'Etat, Son Excellence monsieur Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. Président de la jeunesse de l'UDPS et Directeur général de l'OGEFREM (Office de gestion de fret multimodal), Adolphe Amisi, puisque c'est de lui qu'il s'agit, ne ménage aucun effort pour répondre aux problèmes idoines qui se posent au sein de la société congolaise où les problèmes ne manquent jamais.

C'est dans cette optique que cet homme est réellement déterminé à amener une nouvelle politique par rapport à ce qu'il a trouvé sur place. Plein d'initiatives et compétent, il a tous les atouts pour mener à bon port ses initiatives nobles et ambitieuses. Christophe Amisi s'est toujours battu becs et ongles pour créer un prototype d'homme responsables et considéré dans la société congolaise. La République démocratique du Congo a réellement besoin de telles personnes pour booster son développement intégral.



Avec une population de plus de 100 millions, le président de la jeunesse de l'UDPS qu'il faut mettre en place une digne et appropriée politique pour trouver des solutions durables aux problèmes de la population. L'amélioration des conditions sociales et de vie de cette préoccupation majeure pour Christophe Amisi. Il est toujours au four et au moulin pour relever tous les défis qui peuvent entraver cette vision futuriste. L'homme est toujours sur le terrain pour faire le suivi et l'exécution des instructions données. Gage d'un rendement meilleur.

Sa vision

Sachant pertinemment bien que c'est l'homme qui est au centre de tout, Christophe Amisi se bat becs et ongles pour la création des emplois, le changement des mentalités, la construction des écoles, des Centres de santé. Il en est de même de sa lutte pour la gratuité de l'enseignement, pour la construction d'un Etat de droit et de justice et pour la redistribution équitables des richesses du pays.

Le bilan de FATSHI est largement positif

Adolphe Amisi avoue que le bilan de FATSHI est largement positif dans tous les secteurs de la vie nationale. Et de poursuivre qu'après sa prestation de serment, plusieurs innovations et autres réalisations ont été faites surtout dans le cadre des infrastructures. Il a cité le cas des avenues Elengesa, Makanza, Saio, Assossa, Huileries... pour ne citer que ces quelques exemples.

Avant de souligner que toutes les provinces de la République démocratique du Congo (RDC) sont en chantiers. De 90.000 FC des salaires des enseignants, ces derniers sont passés à 240.000 FC. Il félicite les FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo). « Pour la paix des Congolais, nous serons dans tous les fronts », a-t-il affirmé.

Philomène Maria Vasco

AMI Congo : la DG Angélique Bukasa

au front pour la modernisation des infrastructures de son entreprise !



Les Kinoises et Kinois de la ville province de Kinshasa ne tarissent pas d'éloges envers l'actuel comité de gestion de l'entreprise AMI Congo pour les diverses prouesses, innovations et réalisations faites par l'actuel comité de gestion piloté des mains des maîtres par la Directrice générale, madame Angélique Bukasa. Cette dame de fer ne dort jamais sur ses lauriers, Au contraire, chaque jour qui passe, elle et ses collaborateurs ne cessent de peaufiner diverses stratégies afin de booster toutes les activités de cette importante entreprise du Portefeuille de l'Etat.

Pour mener à bon port cette mission régalienne lui dévolue par le législateur, le numéro un de l'AMI Congo fait de l'amélioration des conditions sociales des agents et cadres de cette entreprise son cheval de bataille. Gage d'un rendement meilleur. Et à ce sujet, il convient de signaler que la DG Angélique Bukasa tire bien son épingle du jeu. Elle maîtrise bien tous les rouages pour une saine gestion de cette entreprise.

C'est dans cette optique que plusieurs actions positives ont été menées pour des investissements de l'AMI Congo dans le secteur des infrastructures. Des engins ont été acquis, des entrepôts ont été construits... pour ne citer que ces quelques exemples. Ami Congo vibre dans l'ère du modernisme sous la houlette de cette Dame de fer.

Tout naturellement, le Ministère de tutelle peut s'estimer heureux d'avoir une collaboratrice aussi efficace et disponible. Elle reste et demeure dans la vision du Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo en ce qui concerne les stratégies à mettre en place pour l'envol définitif de la République démocratique du Congo (RDC) pour son développement.

Angélique Bukasa mérite une fière chandelle. Même les incrédules sont de cet avis. En péroraison, l'on ne peut qu'affirmer que l'on ne jette des pierres que sur un arbre qui porte des fruits. Qu'on se le tienne pour dit. Chapeau bas.

Camille Leriche

Bruxelles a vibré au rythme de la Journée mondiale de la langue portugaise

La Chambre de commerce belgo-portugaise et l'ambassade de la République d'Angola au Royaume de Belgique ont à célébrer cette journée. Rapprocher les cultures et promouvoir le tourisme par le biais de la langue portugaise, tel est le but poursuivi par cette journée.

Sur le rétroviseur

Pour rappel, il est intéressant de signaler que la langue portugaise est l'une des langues la plus répandue au monde, avec plus de 265 millions des locuteurs sur tous les continents. Elle est aussi la langue la plus parlée dans l'hémisphère sud. La Journée mondiale de la langue portugaise a vécu à Bruxelles. La date du 5 mai a été officiellement établie en 2009 par la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), une organisation intergouvernementale, en partenariat officiel avec l'UNESCO depuis 2000, qui rassemble les peuples dont la langue portugaise est l'un des fondements de leur identité spécifique pour célébrer la langue portugaise et les cultures lusophones. En 2019, l'UNESCO a proclamé le 5 mai de chaque année Journée mondiale de la langue portugaise.

Partagée et construite par des populations de tous les continents et marquée par la diversité, la langue portugaise est une langue qui favorise la compréhension et la conciliation.

La langue est souvent le refuge et l'espoir des plus vulnérables et l'espoir d'être entendus, de ne pas être laissés pour compte. Dans un contexte mondial marqué par des crises multiples et interconnectées, les langues de communication globale sont un vecteur indispensable de compréhension et d'espoir.

Elles sont aussi un lieu de résistance contre ceux qui veulent répandre la haine, l'exclusion, la violence, l'extrémisme, la misogynie et la discrimination", a déclaré le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, avant la Journée mondiale de la langue portugaise 2023.

Rapprocher les cultures et promouvoir le tourisme

À l'occasion de la Journée mondiale de la langue portugaise 2023, la Chambre de commerce belgo-portugaise (CCBP) et l'ambassade de la République d'Angola auprès du Royaume de Belgique, en tant que président en exercice de la CPLP, ont organisé un événement à Bruxelles, réunissant des représentants des membres de la CPLP pour partager la façon dont leur utilisation commune de la langue portugaise favorise les échanges internationaux et contribue à promouvoir le tourisme.

Nous savons que notre identité est très proche de celle du Portugal en termes de patrimoine, de religion, d'histoire et des traditions. La langue portugaise a une grande influence sur notre pays et a un impact positif sur le tourisme.

L'objectif principal de cet événement est de créer et de stimuler un réseau d'agents commerciaux et culturels lusophones à Bruxelles et dans la région, ainsi que de promouvoir et de renforcer l'importance de la langue portugaise sur la scène internationale", a déclaré Rui Faria da Cunha, président de la CCBP.

"Comme les années précédentes, l'événement vise à présenter des exemples concrets du rôle que la langue portugaise peut jouer en tant que catalyseur des affaires, le thème de cette année étant « Le tourisme en Portugais ».

Mário Azevedo Constantino, Ambassadeur d'Angola auprès du Royaume de Belgique et Rui Faria da Cunha, Président de la CCBP, tous les membres présents à la conférence, ont révélé que la langue portugaise est un élément essentiel de leur culture et de leur patrimoine, et donc de leur offre touristique. "La langue portugaise est la pierre angulaire de notre culture et de notre patrimoine", a déclaré Leandro Alves da Silva, chef du secteur commercial à l'ambassade du Brésil au Royaume de Belgique.

A savoir que cela leur a permis de travailler au sein de la CPLP "comme une famille", selon Bruno de Castro, responsable de la promotion du tourisme et des investissements à l'ambassade du Timor oriental en Belgique, en facilitant les échanges et en apprenant les meilleures pratiques des uns et des autres. Tout est bien qui finit bien. C'est le moins que l'on puisse dire au sujet de ce feuilleton.

Lutte contre l'insalubrité à Kinshasa à travers Kin Bopeto

La Ministre Laéticia Bena Kabamba s'approprie cette opération



Les autorités de la Ville/Province de Kinshasa semblent passer à la vitesse supérieure en ce qui concerne la matérialisation du vaste programme de lutte contre l'insalubrité, dénommée '' Opération Kin Bopeto '', initiée par le Gouverneur Gentiny Ngobila Mbaka.



Il ne se passe plus un seul jour sans que le gouverneur et le vice-gouverneur de Kinshasa ne puissent aller sur terrain, pour détruire les marchés pirates qui sont devenus des véritables foyers de création des ordures.

Dans leur suite, on observe toujours la présence remarquable de la Ministre Provinciale de l'Environnement, madame Laeticia Bena Kabamba qui a décidé de s'approprier cette opération en vue de suivre au quotidien sa concrétisation.

C'est dans ce cadre qu'il faut placer sa présence, dernièrement, dans la commune de Bandalungwa, où elle a personnellement présidé à l'inauguration du site d'achat des déchets plastiques.

Le premier site de ce genre dans la commune de Bandalungwa installé grâce au partenariat entre l'hôtel de Ville de Kinshasa et la société Harimex. Un bel exemple à suivre par les autres compatriotes congolais.

Dans son adresse à la population, à l'occasion de cette inauguration, la Ministre provinciale Bena Kabamba a invité celle-ci à bien gérer, désormais, ses déchets plastiques en vue de les convertir en source de revenu.

Madame Laeticia Bena Kabamba veut voir Kinshasa redevenir très rapidement une ville propre et plus belle que jamais. Feuilleton à suivre.

Lady Kembo Zola



Communauté chrétienne de Kinshasa ex-ACK/Kalembe Lembe

Le pasteur François Mutombo

« Voici L'Homme » continue à rassurer et à convaincre dans ses prédications

L'homme fort de l'Eglise de réveil Communauté chrétienne de Kinshasa ex-ACK/ Kalembe Lembe reste un modèle et une référence sûre, surtout à travers ses diverses prédications et autres actions sociales et philanthropiques non seulement à travers ses fidèles mais aussi en faveur de toute la population congolaise. Cette icône rassure et convainc dans son Ministère pastoral. C'est le moins que l'on puisse dire au regard de ce feuilleton.

Ses fidèles ne tarissent pas d'éloges envers ce serviteur de Dieu. Pour la petite histoire, il est intéressant que le numéro un de cette Eglise de réveil a été accueilli chaleureusement et avec efferves-cence lors de son dernier séjour médical en Occident.

La date du dimanche 21 aout 2022 restera, à jamais, gravée en lettres d'or dans les annales de l'histoire de cette Eglise. Lui que les mauvaises langues racontaient qu'il retournerait dans une caisse ou sur une chaine roulante, est rentré en forme et en plein culte. Ceci est une preuve que Dieu existe. Quelle émotion doublée de joie ! Mais ses fidèles qui l'entendaient déjà en train de prêcher par visioconférence, n'attendaient que son retour d'autant plus qu'il était annoncé pour clôturer le service de 40 jours, dénommé : « Les autels de la terre».

Coup d'œil furtif sur le rétroviseur

Quel monde fou, tout le monde voulant voir de ses propres yeux cet homme de Dieu qui a frôlé la mort ! Son entrée dans l'Eglise s'est fait accompagner des cris de joie, des chants à la gloire de Dieu pour la guérison du pasteur-responsable et des pleurs de joie, pour ceux qui voyaient ceci comme un miracle de Dieu. D'autres, très émus, ont vu la guérison de leur pasteur comme un acte de renforcement de leur foi. Désormais, les fidèles ont des raisons de croire en la prière. Désormais, ils ont des raisons de penser que la foi inébranlable paie toujours. Désormais, les fidèles peuvent avec raison d'affirmer qu'il y a un Dieu qui agit dans cette église. Désormais, tous ceux qui ont des cas difficiles, des maladies et autres difficultés d'ordres spirituels peuvent croire en la solution. Car, Dieu l'a fait pour son serviteur Mutombo François Voici l'homme.



Un témoignage poignant

« Merci infiniment à Dieu. Dieu existe. Il y a un Dieu quelque part », s'est-il empressé de clamer, avant d'ajouter : ce qui m'est arrivé n'était pas une surprise. Et de poursuivre, j'ai eu une attaque pendant le confinement. En mai 2021, en Afrique du Sud où j'ai été pour visiter mes enfants, je leur ai dit ce qui allait m'arriver. « Soyez forts. Je peux ou ne pas être là, mais Dieu est là. En plein confinement, j'ai rassemblé tous les ouvriers et c'est ce qui nous a sauvé », dit-il.

Un certain jour à 4 heures du matin, raconte-t-il, j'ai commencé à convulser pendant plus de 30 minutes. Après, je me suis calmé et c'est alors que ma femme appellera l'ambulance. Et de poursuivre qu'au fur et à mesure, je n'avais plus que 5 grammes de sang...et il fallait tout faire pour obtenir une évacuation sanitaire. Malheureusement, on me refusa le visa pour l'Europe. Plus tard, j'ai obtenu un visa Schengen pour 11 jours seulement, grâce à l'intervention de la Présidence de la République.

Au 1er jour, note-t-il, mes pieds étaient fatigués, j'étais paralysé et ne pouvais pas marcher. « A la clinique universitaire, j'y suis entré de 10h jusqu'à 18h et les médecins nous dirons que c'était trop tard, souligne Voici l'homme, qui précise qu'il ne marchait plus. Vu que la situation ne se trouvait plus dans le premier pays, la Belgique, on l'amena dans le deuxième, la France.

Et de raconter : ma douleur était au-delà de 10 et j'étais branché à la morphine et la douleur ne me quittait pas. « J'ai prié Dieu et il a commencé à me parler ». Voici l'homme qui a quitté le toit familial tout petit, verra en vision des gens du village se présenter auprès de lui, disant qu'ils étaient venus l'accuser. Chaque fois, poursuit-il, je voyais des gens qui m'empêchaient d'entrer dans mon Eglise. Dans tout cela, Dieu était là, rassure-t-il.

Subitement, Voici l'homme va tenir un discours interpellateur pour dire qu'il y a un moment où Dieu peut enlever sa protection sur vous, pour vous éprouver. « Je remercie ma femme devant tout le monde et Papa Dav. En plein hiver, ils se mettaient dehors. Voyant les difficultés qui lui sont arrivées et la victoire que Dieu lui a accordée, le pasteur Mutombo François dira qu'il fallait avoir un appel authentique ! J'ai fait un mois à l'hôpital, avant de me retrouver à la maison où j'avais du mal à prier...

Et de témoigner que Dieu a enlevé la douleur, avant même que je ne commence à prier. J'ai souffert à cause de l'Eglise, même si les calculs du monde satanique étaient que les gens se fatiguent et quittent l'Eglise. Il a terminé par reconnaître le soutien spirituel de beaucoup de gens, avant d'affirmer que pendant les dix mois passés à l'étranger, ils n'ont rien manqué.

Lady Kembo

Celestino Rosaria
Maitrise de la gestion du secteur de l'assainissement de l'environnement

Celestino Rosaria au top !

Avec le phénomène du réchauffement climatique à travers toute la planète terre, une minutieuse gestion du secteur de l'assainissement de l'environnement et surtout de la pollution devient impérieuse. Tout naturellement, cette situation requiert l'apport des compétences des experts rompus dans la gestion de ce domaine. Quoiqu'ils sont rares et à compter du bout des doigts, les exceptions ne manquent jamais.

Parmi ces oiseaux rares qui excelle dans ce secteur, le nom de madame Celestino Rosario est régulièrement repris sur les lèvres de bon nombre des observateurs et autres spécialistes de ce secteur. D'emblée, il convient de souligner ici que Celestino Rosario fait de la gestion de l'environnement et de la pollution sa passion dans son vécu quotidien. Cette icône a tous les atouts et connaît tous les rouages pour assainir l'environnement. C'est sa spécialité et elle figure parmi ceux qui sont au top d'une saine gestion de ce secteur.



Ses œuvres et réalisations dans la gestion de l'environnement sont effectivement visibles et palpables. Elles suscitent l'admiration de tout le monde. A titre illustratif, l'on citera notamment ses prouesses dans la gestion des déchets et autres ordures qui jonchent les artères publiques. Il en est de même dans les habitations de la population. Celestino Rosario attend mettre son expertise au profit de tout le monde. Cette initiative mérite réellement des encouragements et appuis des autorités compétentes.

Que dire de plus au regard de ce qui précède ? En un mot comme en mille, le moins que l'on puisse dire est que cette dame de fer mérite de la Nation. Comme quoi, l'on ne jette des pierres que sur un arbre qui porte des fruits, comme le dit un dicton populaire. Feuilleton à suivre.

Nkalulu Lokombe

ENDIAMA

EMPRESA NACIONAL DE DIAMANTES DE ANGOLA

A ENDIAMA E.P é a Empresa Nacional de Prospecção, Exploração, Lapidação e Comercialização de Diamantes de Angola, tendo sido criada a 15 de Janeiro de 1981, como concessionária exclusiva dos direitos mineiros no domínio dos diamantes.





Ser a Empresa de referência em Angola com reconhecimento a nível internacional, e ser um exemplo na criação de valor para os seus Clientes, Colaboradores, Parceiros e Comunidades.



A sua Missão centra-se na gestão sustentável do sector diamantífero, contribuindo decisivamente para o progresso de Angola.



Os seus valores baseiam-se na busca da Excelência, Inovação e Respeito pelos outros e pelas Comunidades.

Contactos: Rua Major Kanhangulo no 100 - Luanda - Angola - +244 222 391 280 / +244 394 833 / +244 222 337 276
endiamainvest@gmail.com - www.endiama.co.ao

